



Conseil régional
Groupe Droite et Centre de Bretagne
Kuzul Rannvro Breizh
Strollad Tu-dehou ha tu-kreiz eus Breizh

Rennes le 14/11/2013

COMMUNIQUE DE PRESSE

A l'issue de leur première rencontre avec le Préfet de région, les élus du groupe Droite & Centre de Bretagne dénoncent les conditions dans lesquelles se prépare le Pacte d'avenir pour la Bretagne.

« Le Pacte d'avenir tel qu'il nous a été présenté amalgame des mesures d'urgence à prendre pour les salariés victimes de licenciements et des choix stratégiques qui vont engager la Bretagne pour plusieurs années », estiment les conseillers régionaux de la droite et du centre.

« Les mesures d'accompagnement pour les salariés relèvent des politiques ordinaires de l'emploi de l'Etat et peuvent être mises en œuvre immédiatement sans qu'il soit besoin d'en discuter au niveau régional », précisent-ils.

« Toujours dans les mesures d'urgence, le gouvernement annonce une enveloppe de 15M€, auxquels s'ajoutent 4M€ votés en juin 2012 par l'assemblée régionale et jamais utilisés au bénéfice de la filière avicole liée au groupe Doux. D'une part, ces sommes ne sont pas à la hauteur de la crise que traverse la filière animale bretonne. D'autre part, nous attendons de l'exécutif régional qu'il se positionne clairement sur l'agriculture et l'agroalimentaire. Veut-il ou non renforcer cette filière en quantité et qualité ? Est-il prêt à renoncer aux contraintes prises dans le cadre la Nouvelle Alliance ? Exigera-t-il du gouvernement l'allègement des mesures réglementaires qui empêchent la filière animale de se développer et d'être compétitive ? L'agriculture bretonne a besoin d'un nouveau cap. Voilà les vraies questions auxquelles nous voulons des réponses d'urgence », réclament les élus d'opposition.

« En ce qui concerne les orientations pour l'avenir de la Bretagne, le gouvernement décline, sans les hiérarchiser, tout une série de dispositifs existants ou se contente d'anticiper des programmes à venir comme le Contrat de plan Etat/Région ou les Crédits européens qui n'ont fait l'objet, à ce jour, d'aucun débat au sein de la l'assemblée régionale. La Bretagne a besoin d'un vrai projet pour désenclaver l'ensemble de son territoire et d'actions pour lui permettre de retrouver son dynamisme économique », insistent les élus du groupe Droite & Centre.



« Ces sujets sont trop sérieux pour être traités en quelques jours et pilotés de Paris. Ils réclament un débat de fond lors d'une assemblée régionale après avoir consulté le CESER. On ne peut signer un Contrat de plan Etat/Région sur un coin de table particulièrement en Bretagne où il existe une forte tradition de décentralisation. C'est une question de démocratie et de légalité. Nous n'attendons pas le Premier ministre pour une cérémonie de signature. Nous demandons à ce qu'il vienne débattre au Conseil régional avec les représentants des Bretonnes et des Bretons », concluent les conseillers régionaux du groupe Droite & Centre de Bretagne.